

Centre Africain de Recherche et d'Innovations Scientifiques (CARIS) à travers le Laboratoire de Société de Philosophie pour l'Intelligence et l'Action (So. Ph. I. A) en partenariat avec Institut des Hautes Études en Management (IHEM)



IHEM

So.ph.I.A
Société de philosophie pour
l'intelligence et l'action

ACTES DU COLLOQUE

International de Bamako

Thème :

« DEMOCRATIE EN AFRIQUE : CRISE DE MODELE OU CRISE DE LA GOUVERNANCE. REPENSER LES FONDAMENTAUX »

Du 20 au 21 Décembre 2024

**À l'Institut des Hautes Études en Management (IHEM)
Hamdallaye ACI 2000**

Tous droits réservés

© Editions DAMBÉ

Email : editiondambe@gmail.com

Site web : www.centrecaris.net

Tel : +22394610974 / +223 99654736

ISBN : 978-99952-945-2-6

Mise en page : Fousseyni Bagayoko

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Mali, Juillet 2025.

SOMMAIRE

Comité Scientifique	III
Comité d'organisation	IV
Présentation du colloque	VI
<i>GNAGNE Akpa Akpro Franck Michaël</i> L'Afrique et la démocratie : une démocratie sans la démocratie.....	1
<i>KOFFI KOUADIO FABRICE</i> La crise écologique à l'épreuve de la bonne gouvernance en Afrique.....	18
<i>YAO Koffi Bèkawèrè Xavier, Assanti Olivier KOUASSI</i> La crise de l'État en Afrique, la synonymie du déficit de la démocratie.....	32
<i>Kouamé Hyacinthe KOUAKOU</i> De la crise des sociétés à la crise de la démocratie en Afrique.....	50
<i>Judé SOGOBA</i> L'éducation citoyenne aux valeurs et aux principes de la démocratie : un gage du développement de l'Afrique noire.....	64
<i>Yao Sabin KOUADIO</i> Les radicalités politiques : une approche spinozienne pour la cohésion sociale et la paix.....	78
<i>Hermann Juste NADOHOU</i> Trahison élitiste et démocratisation de l'estime de soi : pour un retour aux valeurs.....	94
<i>N'goh Thomas KOUASSI</i> La mal gouvernance politique, un problème démocratique pour l'émergence de l'Afrique.....	108
<i>Lassina BERTHÉ, Mahamadou SOGOBA</i> Démocratie, perspective du développement sanitaire en Afrique : cas du Mali.....	123
<i>MOTO NDONG François</i> Inadéquation entre les modalités d'exercice du pouvoir traditionnel fondé sur la religion, le cas du Byéri du peuple fang du Gabon, et la gouvernance démocratique en Afrique.....	137
<i>COULIBALY Aboubakar</i> Insécurité et crise de la démocratie en Afrique occidentale : lecture lockéenne de la révolte des peuples.....	152
<i>Francis Birame Daba SARR, Adama KONE</i> Éthique et discours politique face aux défis de la bonne gouvernance dans l'Afrique actuelle.....	167

<i>Konan Kouakou Gildas</i> Les isotopies sémiologiques du mensonge politique dans le jeu démocratique : cas de <i>l'enfant qui disparaît est une lettre d'alphabet</i> de Josue Guebo et <i>pages en feu</i> d'Emmanuel Tohibi.....	182
<i>ALIKHMAD Madalo</i> La démocratie en crises et les transitions militaires en Afrique : quel paradigme pour la transition démocratique en question.....	197
<i>Ibrahima KINDA, DIOMAND Aikpa Benjamin</i> Le terrorisme et la déstabilisation des états africains.....	216
<i>Emery Raoul Loba DAGAUD</i> Les fondements iniques de la démocratie et les mécanismes socio-politiques pour y remédier.....	234
<i>Zoulcoufouli ZONOU</i> Discours d'ouverture du premier sommet des chefs d'état de l'alliance des états du sahel : de la rupture à l'action souverainiste.....	247
<i>CAMARA Moussa</i> Urgence démopédique et culture démocratique en Afrique.....	258
<i>KONAN Éphraïm Koffi</i> Conatus étatique et unité nationale en Afrique.....	270
<i>Dr KOUASSI N'guessan Fidèle</i> Les intellectuels africains face aux plaies de la démocratie en Afrique.....	286
<i>DOSSO Faloukou</i> Manœuvres dolosives de développement et crise de la démocratie ouest-africaine : entre radicalisation des textes, contextes et prétextes.....	303
<i>KODIO Saidou</i> La démocratie africaine à l'ère des nouvelles technologies : analyse des enjeux de la cyberdémocratie dans l'alliance des états du sahel.....	319
<i>Frédery LAGME</i> L'universalisme démocratique et les réalités africaines, encrage crisistique de la déconfiguration organisationnelle de l'Etat.....	335
<i>Boureïma SANA</i> L'éducation à la citoyenneté à l'épreuve de la crise de la démocratie en Afrique.....	351
<i>Célestin Désiré NIAMA</i> Gouvernance démocratique en république du Congo : une identité perdue ?.....	366
<i>Ibrahim Amara DIALLO, Abdoulaye Harouna TRAORÉ</i> La guerre des états du sahel contre le terrorisme : une analyse hobbesienne des enjeux géopolitiques.....	378

Belko OUOLOGUEM

DEMOCRATIE EN AFRIQUE : généalogie de dévoiement ou dynamique créatrice ?.....**392**

Mahmoud ABDOU

Démocratie et empirie sociale : les réalités socio-politiques et culturelles comme défis à l'effectuation de la gouvernance démocratique.....**404**

COMITÉ SCIENTIFIQUE

- **Président du comité scientifique** : Dr. KOUMAN Kobenan Maxime, Maître de Conférences, Philosophie, Vice-Doyen de l'UFR-SHS de l'Université Félix Houphouët-Boigny - Cocody.

- **Membres**

Prof. Idrissa Soïba TRAORÉ, Titulaire, Sciences de l'Éducation (Université Yambo Ouologuem de Bamako) ;

Prof. KOUASSI Yao Edmond, Philosophie, Titulaire (Université Alassane Ouattara de Bouaké) ;

Prof. KOUAHO Blé Marcel Silvère, Philosophie, Titulaire, (Université Alassane Ouattara de Bouaké) ;

Prof. Mounkaïla Abdo Laouli SERKI, Philosophie, Titulaire (Université Abdou Moumouni de Niamey) ;

Prof. Belko OUOLOGUEM, Philosophie, Titulaire (Recteur de l'Université Yambo Ouologuem de Bamako) ;

Prof. Mohamed HAIDARA, Sociologie, Titulaire (École Normale Supérieure de Bamako) ;

Prof. DION Yodé Simplicite, Philosophie, Titulaire, (Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody) ;

Prof. TAYORO Gbotta, Philosophie, Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody) ;

Prof. Samba DIAKITÉ, Philosophie, Titulaire, (Université Alassane OUATTARA de Bouaké) ;

Prof. KOUASSI Kpa Raoul, Philosophie, Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody) ;

Dr. Souleymane KEITA, Maître de Conférences, Philosophie (Université Yambo Ouologuem de Bamako) ;

Dr. Sigame Boubacar MAIGA, Philosophie, Maître de Conférences (École Normale Supérieure de Bamako) ;

Dr. Augustin Nacouna BOMBA, Philosophie, Maître de Conférences (Université Yambo Ouologuem de Bamako) ;

Dr. Drissa FOFANA, Philosophie, Maître de Conférences (Université Yambo Ouologuem de Bamako) ;

Dr. Adama MARICO, Philosophie, Maître de Conférences (École Normale Supérieure de Bamako) ;

Dr Mahmoud ABDOU, Philosophie, Maître-Assistant (École Normale Supérieure de Bamako) ;

Dr. Françoise DIARRA, Philosophie, Maîtresse de Conférences (Université Yambo Ouologuem de Bamako) ;

Dr KOUADIO Koffi Décaird, Philosophie, Maître de Conférences (Université Félix-Houphouët-Boigny de Cocody-Abidjan) ;

Dr OBOUNOU Ibrahim, Philosophie, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody) ;

Dr KOUASSI Séka Georges, Philosophie, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody) ;

Dr Modibo DIARRA, Lettres Modernes, Maître de Conférences (Université Yambo Ouologuem de Bamako);

Dr DOSSO Faloukou, Maître de Conférences (Université Alassane OUATTARA de Bouaké).

COMITE D'ORGANISATION

- **Président** : Dr. Ibrahim Amara DIALLO, Philosophie (Université Yambo Ouologuem de Bamako)

- **Membres**

Dr. Badié HIMA, Philosophie, (Directeur Adjoint de la Revue Bantoue – Cameroun) ;

Dr Oumar KONÉ, Philosophie (Université Yambo Ouologuem de Bamako) ;

Dr. Mamadou SIDIBÉ, Lettres modernes, Maître-assistant (Université Yambo Ouologuem de Bamako) ;

Dr. Adama KONÉ, Géographie, Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako ;

Dr. Yacouba COULIBALY, Philosophie, Maître-Assistant (École Normale Supérieure de Bamako) ;

Dr. Élianne Ky, Philosophie, Maître-assistante (Université Yambo Ouologuem de Bamako) ;

Dr. Siaka KONÉ, Maître-assistant, (Université Yambo Ouologuem de Bamako) ;

Dr Gaoussou KAGNASSY, Philosophie (Université Yambo Ouologuem de Bamako) ;

Dr. AKA Pancrace, Philosophie, Maître-assistant (Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody) ;

Dr. KOUADIO Yao Sabin, Philosophie, Assistant (Université Péléforo Gon Coulibaly de Korhogo) ;

Dr. Missa Kouassi Innocent, Philosophie, Assistant (Université Péléforo Gon Coulibaly de Korhogo) ;

Dr. Issa Ahamadou Hama, Philosophie (Université Abdou Moumouni de Niamey) ;

Dr. KOFFI Brou Dieudonné, Esthétique, Maître - Assistant, INSAAC d'Abidjan ;

Dr. ASSOGBA FINHA Sènan Eve, Socio-Anthropologie, Assistante (Université d'Abomey Calavi de Bénin) ;

M. Souleymane COULIBALY, Philosophie, Doctorant (Université Yambo Ouologuem de Bamako) ;

M. Fousseyni BAGAYOKO, Informaticien (Centre Africain de Recherche et d'Innovations Scientifiques).

PRESENTATION DES ACTES DU COLLOQUE

Le colloque sur la démocratie qui s'est tenu du 20 au 21 Décembre 2024, dont le thème est « La démocratie en Afrique : crise de modèle ou crise de la gouvernance. Repenser les fondamentaux », est né de la volonté des chercheurs, que nous sommes, de participer à la recherche des solutions aux nombreuses crises que traversent les pays, notamment celles liées à la gouvernance. Il est, sans conteste aujourd'hui, que des nombreux États africains, singulièrement ceux de l'Afrique de l'Ouest, sont confrontés à des crises multiformes qui trouvent leur origine dans la gouvernance politique. Il y a une sorte de coïncidence entre les crises politiques (anté-électorales, électorales et post-électorales), les coups d'État militaires et les crises sécuritaires qui menacent l'existence de nos États dans leur forme actuelle, républicaine et moderne.

À l'initiative du **C.A.R.I.S** (Centre africain de recherche et d'innovations scientifiques), par l'entremise de son Laboratoire philosophique **So.Ph.I.A** (Société de Philosophie pour l'Intelligence et l'Action), des éminents chercheurs, venus de plusieurs pays africains, se sont penchés durant deux jours, avec des thématiques différentes, chacun selon son propre angle d'analyse, sur cette question fondamentale pour l'existence de toute société. En effet, le monde, l'Afrique dans son sillage, a connu et continue de connaître des troubles, des conflits armés, liés à la conquête et à la préservation du pouvoir par des groupes sociaux ou communautaires. Encore, aujourd'hui, certains pensent qu'il leur faut utiliser la force pour accéder au pouvoir politique. Alors qu'on sait, depuis très longtemps, que pour assurer la paix, entre les hommes, dans une communauté paisible, il faut trouver un moyen de transmission pacifique de pouvoir, entre des hommes libres et égaux. C'est cette équité, ce principe d'égalité et de liberté entre les hommes, qui fait de la démocratie le seul système politique capable de produire, au sein de la société, une forme d'existence sociale basée sur la justice.

La question, que l'on pourrait se poser, est si la démocratie présente de tels avantages pour les êtres humains, pour quelles raisons, est-elle en difficulté ou remise en cause par des forces sociales en Afrique ? À cette question fondamentale, les intervenants au Colloque, ont produit des analyses et des réponses diverses et variées.

À partir des analyses produites, on peut regrouper les chercheurs en trois groupes essentiellement. Au sein du premier groupe, il ressort que la démocratie est mal reçue, par les populations africaines, parce qu'elle serait perçue par elles comme un phénomène culturel étranger. Il y paraît de ces analyses que les composantes sociales africaines qui rejettent la démocratie seraient dans une sortie de rejet lié presque à un comportement xénophobe vis-à-vis

de ce qui est considéré comme non-africain. Est-ce là un comportement rationnel que de rejeter une chose parce qu'elle n'est pas nôtre, sans juger de son avantage pour les individus et les sociétés africaines ?

Quant au deuxième groupe des chercheurs, il ressort de leurs analyses que c'est la démocratie qui est mal comprise et mal reçue par les Africains. L'une des raisons essentielles de ce dégoût pour la chose politique est la mauvaise expérience qu'ils ont vécue à cause des dirigeants politiques. En cela, les comportements des dirigeants issus de l'avènement de la démocratie n'ont pas permis d'instaurer un climat permettant l'acceptation et l'assimilation des règles démocratiques. On a souvent connu les scandales financiers liés à la corruption des dirigeants, les tripatouillages des urnes, les changements constitutionnels arbitraires et taillés sur mesure et bien d'autres mauvais comportements individuels ou des groupes d'individus, que les plus sceptiques, au sein de la population, assimilent à l'ère démocratique. Mais, est-ce vraiment une raison de se décourager vis-à-vis de la gouvernance démocratique ou de la politique parce qu'on trouve, au sein des hommes et des politiques, des personnes corrompues ou de moralité douteuse ? Nous pensons que non. Qu'il serait plutôt favorable de chercher à améliorer la gouvernance, en apportant des réformes, au sein des institutions et des lois, qui pourraient lutter contre les dérives des gouvernants.

Un dernier groupe, parmi les chercheurs, estime que les crises actuelles de la gouvernance sont moins un rejet de la démocratie, par les populations africaines, que des difficultés qui s'avèreraient être normales dans tout processus d'apprentissage. Au lieu de dire que nous sommes en démocratie, nous devrions plutôt dire que nos pays sont dans une phase de démocratisation ou de consolidation du processus démocratique, surtout quand on sait que les autres pays démocratiques du monde ont des expériences accumulées pendant des siècles. Pour consolider la démocratie, il faut donc continuer à sensibiliser et à éduquer les populations. Nous pensons que cette dernière attitude serait la plus réaliste et la plus rationnelle de toutes, quand on sait que l'humanité a déjà expérimenté toutes les formes de gouvernance possibles et que la démocratie paraît être la moins mauvaise de toutes. Il s'agirait donc, sans tomber dans l'idéalisation de la démocratie, de faire en sorte que nos comportements et notre gouvernance se rapprochent chaque jour davantage de ses principes et de ses valeurs.

En tout état de cause, nous pensons que ce Colloque a atteint les objectifs qu'il s'est lui-même assigné, dont le principal est justement de se pencher sur la question de la gouvernance démocratique et d'apporter, par des réflexions des spécialistes, les voies et les moyens par lesquels on peut apporter des réponses aux multiples crises que nos États connaissent

actuellement. C'est cela qui est fondamentalement le rôle de tout intellectuel : apporter ses analyses critiques dans le sens de l'amélioration du quotidien des populations avec lesquelles il vit. Comme le dit Socrate, chacun de nous doit remplir la tâche qui lui est assignée par la vie et par la société. S'y dérober serait une trahison. Et, nous pensons que les chercheurs ont bien assumé leur rôle lors de ce Colloque. Quitte aux dirigeants de s'y ressourcer et d'en faire bon usage.

Dr Mahmoud ABDOU
Enseignant-chercheur, ENSup de Bamako
Directeur du Centre CARIS &
de Laboratoire SOPHIA

DÉMOCRATIE ET EMPIRIE SOCIALE : LES RÉALITÉS SOCIO-POLITIQUES ET CULTURELLES COMME DÉFIS À L'EFFECTUATION DE LA GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE

Docteur Mahmoud ABDOU

*Maître-Assistant, Enseignant-chercheur de philosophie morale et politique à l'École normale supérieure de Bamako-Mali, Téléphone : 00223 75 35 97 82,
email : mahmoudabdouatabo@gmail.com*

RÉSUMÉ

La démocratie est reconnue comme le système politique susceptible de garantir la liberté humaine et l'épanouissement des citoyens. Elle se fonde sur des valeurs fondamentales de la justice, et des règles de gouvernance. Ces dernières assurent à chaque individu le respect de sa dignité, la protection de ses droits fondamentaux et l'exercice de ses libertés. Ainsi, la démocratie permet aux citoyens de participer aux décisions qui les concernent, et d'exercer un contrôle sur les gouvernants. Le système démocratique demeure un idéal en constante évolution, car elle est confrontée à des défis protéiformes. Son bon fonctionnement repose sur l'engagement des citoyens, la liberté de la presse, l'éducation civique et la capacité des États à garantir un espace public inclusif et respectueux des diversités. Plus qu'un système politique, la démocratie est un projet de société. Les bienfaits de la démocratie sont incontestables en matière de gouvernance politique. Les résistances, loin d'être anodines, constituent des obstacles majeurs à l'enracinement et à la vitalité des régimes démocratiques contemporains.

MOTS CLÉS : Démocratie, Dictature, Idéologie, Souveraineté, Tyrannie.

ABSTRACT

Democracy is recognized as the political system that can guarantee human freedom and the development of citizens. It is based on fundamental values of justice, and governance rules. The latter ensure each individual the respect of his dignity, the protection of its fundamental rights and the exercise of its freedoms. Thus, democracy allows citizens to participate in decisions that concern them, and to exercise control over the governs. The democratic system remains an ideal constantly evolution because it is confronted with proteinal challenges. Its proper functioning is based on the commitment of citizens, freedom of the press, civic education and the ability of States to ensure an inclusive public and respectful public space. More than a political system, democracy is a project project. The benefits of democracy are undeniable in political governance. Resistance, far from anodine, are major barriers to the rooting and vitality of contemporary democratic regimes.

KEY WORDS : Democracy, dictatorship, ideology, sovereignty, tyranny

Introduction

La plupart des hommes admettent que la démocratie est par excellence le système politique le plus à même de préserver la liberté humaine. De par ses valeurs, ses principes et ses règles de gouvernance, la démocratie assure à tous les hommes l'égalité, le respect de leur dignité, la préservation de leurs libertés et de leurs droits fondamentaux. Seule en démocratie, la volonté des citoyens s'exerce réellement en toute liberté et participe à toutes les formes de délibération au sein de l'espace public, sans compter le vote et l'élection de leurs représentants.

Cependant, malgré tous les bienfaits et le bien-être, que procure aux hommes la gouvernance démocratique, il existe au sein de la société de nombreuses mentalités, de nombreuses réalités culturelles et sociales qui constituent des entraves sérieuses à la pérennisation et à la vitalité de la démocratie. Dans cet article, nous allons nous intéresser justement à ces réalités qui deviennent des menaces sérieuses à la construction des véritables États de droit. Une telle perspective nous oblige d'abord à nous demander d'où naissent ces idées – obstacles - à la démocratisation de nos sociétés ? Ensuite, il conviendrait de se demander si ce rejet de la démocratie n'est pas l'effet d'une attitude inconsciente liée à une méconnaissance de ce système ? Enfin, il est nécessaire de se demander s'il n'existe pas des formes de critiques plus réalistes ou plus constructives de la démocratie ? S'il n'est pas nécessaire de promouvoir une éducation à la culture démocratique pour y remédier ?

1. Comportements, cultures et critiques anti-démocratiques : la culture de la tyrannie comme premier obstacle à la démocratisation des sociétés africaines

Depuis l'Antiquité grecque, il y a des nombreux épisodes où la démocratie fut renversée par des tyrans. Mais, même quand la démocratie règne, dans une société, il y a des comportements et des mentalités qui participent à la remise en cause des principes et des règles de la gouvernance démocratique. Dans l'Antiquité grecque, si Athènes représentait le camp de la démocratie, Sparte était le représentant du régime aristocratique ou oligarchique. Dès que cette dernière prit le dessus militairement sur Athènes – à deux reprises – elle instaura un régime aristocratique ; le premier régime aristocratique, pro-spartiate, fut instaurée, quand « A Athènes, la démocratie fut renversée

en 411 et remplacée par la tyrannie des Quatre cents. »¹ Mais, très vite, les démocrates reprennent le pouvoir politique en 408. Malheureusement, cette victoire sera de courte durée, car les Spartiates, s'étant alliés aux Perses, vont prendre le dessus, sur le plan militaire, et Athènes va se trouver à nouveau sous domination spartiate. Sparte instaura un nouveau régime aristocratique au pouvoir en 404 : « Lysandre favorisa l'établissement d'un régime aristocratique (la tyrannie des Trente) et fit entrer Athènes dans la ligue péloponnésienne. »² Les démocrates athéniens reprennent le dessus, juste une année après, en 403, après avoir renversé le régime oligarchique des Trente tyrans. Cet épisode de l'histoire grecque montre à suffisance que les combats, pour la démocratie, non seulement sont une œuvre perpétuelle mais aussi que ses ennemis tenteront toujours de la détruire, sauf si elle crée les conditions de sa pérennité.

Dans le *Gorgias*, Platon nous donne deux figures qui illustrent les caractères des personnes qui ne croient ni aux lois, ni à la vertu, ni au bien commun. La première figure est celle des hypocrites qu'incarne Polos. Ce dernier ne croit pas aux vertus des lois. Il ne croit pas non plus à une carrière politique consacrée exclusivement à la défense du bien et de l'intérêt communs. Mais, en plus, il s'efforce de faire croire au peuple qu'il est un homme de bien au service de la communauté politique. En réalité, son discours, soutenu par une maîtrise de la rhétorique, ne vise en réalité qu'à plaire au peuple, qu'à flatter sa fierté, qu'à le persuader du bien fondé à le soutenir, à l'élire à la tête du pays. Ces responsables politiques africains, qui ne croient pas en la démocratie, mais qui se font élire par le peuple, sont nombreux. Une fois aux affaires, ils ne penseront qu'à satisfaire leurs intérêts personnels. Ce sont ce genre de personnes, malgré le fait qu'elles aient été élues démocratiquement, qui deviennent des véritables tyrans pour leurs concitoyens. Leur soutien véritable, ce n'est pas véritablement le peuple, mais la foule. C'est cette tyrannie de la foule que dénonçait Socrate.

La deuxième figure, des personnes qui font obstacle à l'exercice véritable de la démocratie, est celle de Calliclès, un véritable représentant des cyniques. Pour lui, la règle qui doit régir les rapports, entre les hommes, c'est la force. À son entendement, la tyrannie est totalement normale. Comme dans la nature, par exemple dans le règne animal, c'est le plus fort qui domine les plus

¹ Platon, *Gorgias*, présentation et traduction par Monique Canto-Sperber, Éditions GF Flammarion, Paris, revue et augmentée, 1993-2007, p. 56

² *Idem*, p. 56

faibles. Dans la société humaine, cela devra être aussi la règle. Avec une telle mentalité, il est clair que la démocratie et ses règles ne sont plus des causes à défendre et un régime à pérenniser. Les partisans de la tyrannie pensent qu'il est normal d'utiliser les armes, la force, pour accéder au pouvoir. Avec les crises actuelles qui secouent nos sociétés, on se rend compte facilement qu'il existe des mentalités qui s'accommodent des régimes tyranniques. Ils conçoivent la politique, non pas comme un espace citoyen, un espace commun de dialogue et de débat d'idées où chaque camp politique viendrait défendre son idéologie et son programme, mais comme une guerre entre des ennemis jurés. Le camp, qui remporte la victoire, dans une guerre, est naturellement celui qui impose sa volonté. Dans une telle situation, il n'y a point de place pour les lois, les libertés humaines et du citoyen, le principe d'égalité entre les citoyens, le droit à la liberté d'expression et le droit à la participation à la vie politique. La seule règle est la tyrannie de la volonté de ceux qui sont au pouvoir. C'est la démocratie, ses valeurs et ses principes qui sont rejetés dans leur ensemble. Des Calliclès, on en a beaucoup et ils se manifestent à la faveur des crises actuelles. Ce sont les partisans du relativisme moral qui pensent que la fin justifie les moyens ; l'essentiel, pour eux, est d'arriver à leurs fins, peu importe les moyens immoraux utilisés.

2. Idéologies et cultures anti-démocratiques

Le nationalisme africain, comme tous les nationalismes, produit par ses effets des attitudes qui nuisent à l'exercice véritable de la démocratie. On sait, par essence, que le nationalisme assigne les êtres humains à des identités figées. Le nationaliste passe par une sorte d'auto-assignation, une définition de soi réductrice, avant de passer à la désignation des autres comme des individus à identité figée. Le nationaliste se définit par sa couleur de peau, son ethnie, sa tribu, son appartenance culturelle, mais toujours en opposition aux autres qu'il désigne comme ennemis. En réalité, la définition même de son identité nationale est réductrice. Il exclut de la nation tous ceux qui ne lui ressemblent pas, que cela soit sur le plan physique ou idéologique.

On sait que le Fascisme et le Nazisme sont des formes de manifestation des nationalismes européens. Ils ont tous les deux désigné des ennemis à l'intérieur de leurs pays respectifs mais aussi à l'extérieur. À l'intérieur, les ennemis, ce sont par exemple les Juifs, les populations non européennes ou désignées comme telles, mais aussi tous les partisans de la démocratie et de la liberté qui ont refusé de répondre à l'appel de la politique de la haine que ces régimes prônaient. À l'extérieur, en dehors de l'esprit de revanche qui animait ces deux régimes contre des pays

européens et de leur volonté de domination, leurs ennemis, ce sont tous les pays démocratiques et tous les démocrates qui ne partageaient pas la même idéologie qu'eux.

On voit bien se dessiner un ennemi commun, à l'intérieur comme à l'extérieur, c'est la démocratie. C'est en effet la même situation qui se manifeste au sein des mouvements nationalistes africains, dans une certaine mesure. Même s'ils sont constitués des groupes hétéroclites ; on y compte des panafricanistes radicaux, des anti-impérialistes, des anticolonialistes et des traditionalistes africains. On peut facilement dégager un certain nombre des points qui leur sont communs. Nous ne portons pas un jugement sur la valeur de leur lutte mais sur le caractère opportuniste de leurs agissements ; c'est comme si, dans leur esprit, le monde n'a pas évolué et que l'Africain d'aujourd'hui serait le même que celui de la période coloniale ou des premières années des indépendances. Ils sont dans une certaine négation des réalités actuelles et restent figés dans des périodes historiques révolues. Pourquoi ni le Chinois, ni le Vietnamien ne parle encore de la colonisation ? Pourquoi certains en Afrique en font un fonds de commerce ?

Revenons aux points communs de tous ces mouvements nationalistes africains. Ils rejettent tout ce qu'ils considèrent comme étranger à l'Afrique ; de la démocratie aux religions monothéistes. C'est au sein de ces groupes qu'on trouve, actuellement, les plus grands défenseurs des régimes non démocratiques. Leurs ennemis jurés, ce sont les pays démocratiques et tous les démocrates, même si ces derniers sont des concitoyens à eux. Ils ont horreur de la liberté d'expression et des débats d'idées. Ils sont partisans d'une sorte de dictature de la pensée unique. Là où ils se sont affirmés, n'ont droit à la parole que ceux qui s'alignent à leur doctrine de pensée. Il est incontestable que, aussi bien dans le nationalisme européen que dans le nationalisme africain, la haine de la démocratie et de la liberté est une caractéristique commune fondamentale.

En plus du nationalisme, l'autre ennemi de la démocratie, c'est le radicalisme religieux. Le radicalisme religieux a une conception particulière de la religion qu'il veut imposer à toute la société. Son objectif n'est pas l'instauration d'une religion, dans la société, mais le triomphe de sa conception sectaire de la religion aussi bien sur ses coreligionnaires mais aussi sur tous les êtres humains. Comme les nationalistes, les religieux radicaux ont horreur de la démocratie et des libertés humaines. Ils sont partisans de la dictature de la pensée unique. Leur projet de société se limite à leur volonté d'imposer à toute la société un mode de vie basé sur leur seule croyance et leurs convictions personnelles.

Parmi les ennemis de la démocratie, il y a aussi les régimes totalitaires, quelle que soit leur obédience idéologique. On reconnaît qu'un régime est totalitaire quand il réunit les trois critères suivants : « *le premier est celui d'une tyrannie politique caractérisée par l'unicité du parti au pouvoir, le second est l'étatisation de l'économie et le troisième, qui serait plus radical, est le critère d'une tyrannie idéologique maintenue par une police chargée de réprimer les délits d'opinion.* »³ D'autres raisons qui font des régimes totalitaires, notamment communistes, des ennemis de la démocratie sont entre autres leur volonté de faire d'une classe sociale donnée, notamment le prolétariat, le moteur de l'histoire et la seule habilitée à gouverner. Il se crée à cet effet une forme de domination de la société, de toutes les couches sociales, par une seule classe sociale. Peu importe son importance numérique, cette réalité politique ne peut être qu'une tyrannie d'une partie de la société sur les autres. Il y a aussi cette volonté du régime communiste d'abolir la propriété privée. Alors que cette dernière fait partie des principes fondamentaux de la démocratie telle qu'on l'entend aujourd'hui. En effet, dans le régime libéral, le respect de la propriété privée est un droit inaliénable. C'est pour cette raison que la *Déclaration universelle des droits de l'Homme et du Citoyen* de 1789 dit, en son article 17 que « *La propriété privée est un droit inviolable et sacré* »⁴

3. Critiques philosophiques de la démocratie

Platon fut le premier à développer une analyse et théorie importante visant à dénoncer la démocratie, en l'occurrence la démocratie athénienne, au sein de laquelle il vécut. Sa critique ne vise donc pas à proprement parler ce qu'aujourd'hui nous avons coutume de désigner comme régime démocratique (régime représentatif et libéral). Son opposition au partage du pouvoir politique entre tous les citoyens s'appuie sur l'idée que pour gouverner, il faut une certaine sagesse et un certain savoir – plus précisément, avoir accédé à la connaissance des Idées du Vrai, du Juste et du Bien. Selon lui, les simples citoyens, ignorant de la Vérité et réfléchissant surtout en fonction de leurs intérêts particuliers, ne sauraient diriger à bien la cité, et par conséquent le pouvoir du peuple ne peut que conduire celle-ci vers la corruption. Il défend ainsi au contraire l'idée que seuls devraient gouverner des philosophes rois, ou des rois philosophes.

³ Maxence Hecquard, *Les fondements philosophiques de la démocratie moderne*, Op.cit., p. 27

⁴ In Maxence Hecquard, *Les fondements philosophiques de la démocratie moderne*, Op.cit., p. 28

Marx et à sa suite les marxistes, dénoncent ce qu'ils qualifient de démocratie bourgeoise pour son caractère factice. L'égalité politique des citoyens que les démocraties libérales prétendent établir et garantir serait contredite par le rapport de domination entre la classe bourgeoise et prolétarienne. Ainsi, les courants marxistes considèrent que dans une société capitaliste, l'égalité des citoyens est principalement fictive et illusoire, et que les droits et libertés accordés aux individus sont, au sein des démocraties libérales, non pas concrets et effectifs, mais simplement « formels ». Cela, principalement en ce qu'ils ne contreviennent en rien aux inégalités économiques, qui se répercutent comme inégalité d'accès au savoir et à l'information, empêchant ainsi le prolétariat de réellement jouir des droits et libertés qui lui sont théoriquement accordés, mais donc matériellement inaccessibles.

L'idée d'une histoire humaine, dont le moteur serait la lutte des classes, comme le pense Marx, est « étrangère à la démocratie libérale. »⁵ Dans la démocratie moderne, toute forme de domination idéologique est proscrite au sein de la société. Toutes les idéologies politiques cohabitent pacifiquement pourvu qu'elles respectent les libertés individuelles et collectives. Ce qui n'est pas acceptable, ce sont des idéologies qui véhiculent la haine, l'intolérance et la discrimination. On voit bien que l'idéologie communiste qui prône la domination de la société par le prolétariat, qui dénonce l'accumulation des richesses par le travail ou l'entrepreneuriat, qui dénonce le commerce comme une activité par essence immorale, ne peut être qu'en contradiction avec la démocratie moderne.

4. Concorder la volonté du peuple aux décisions gouvernementales

L'objectif, ici, est de faire coïncider la gouvernance politique avec le respect de la volonté du peuple. L'opinion du peuple reflète-t-elle réellement la volonté du peuple ? En effet, le premier objectif de la démocratie, en tant que de gouvernance participatif et inclusif, est de rendre réalisable et atteignable le bien commun et la préservation de tous les intérêts communs des membres d'une communauté politique : « *la méthode démocratique est la technique institutionnelle de gestation des décisions politiques qui réalise le bien commun en chargeant le peuple lui-même de faire pencher le plateau de la balance en élisant des individus qui se réunissent ensuite pour accomplir*

⁵ Maxence Hecquard, *Les fondements philosophiques de la démocratie moderne*, Op.cit., p. 28

sa volonté. »⁶ La démocratie permet à cet égard l'expression de la volonté du peuple au moins dans la mise en place des dispositions générales qui régissent la vie de l'ensemble de la société. Il existe aussi « *une Volonté Commune du Peuple* » (*c'est-à-dire une volonté de tous les individus raisonnables*) qui correspond exactement au bien ou intérêt ou bien-être ou bonheur communs. »⁷ Mais, si on est tous d'accord, qu'il existe un bien commun et des intérêts communs à sauvegarder, alors il s'agit de savoir comment faire coïncider volonté du peuple et décisions gouvernementales?

Toute la difficulté de la gouvernance démocratique consiste à faire en sorte que toutes les décisions politiques s'alignent au respect des aspirations réelles du peuple. Mais, pour ce faire, il faut avoir des citoyens responsables, capables de faire des choix réfléchis. En réalité, il n'est pas donné à tous les hommes la capacité d'agir et d'inscrire leurs actions, de manière toujours réfléchie, dans le but de sauvegarder le bien commun et les intérêts communs de l'ensemble des membres de la société.

Il existe de nombreuses raisons qui empêchent aux citoyens de faire des choix objectifs et rationnels. La première raison est le fait que la plupart des gens soient facilement influençables par les passions de la foule ; les caractères individuels sont soumis à : « la disparition soudaine, sous l'empire de l'excitation, des contraintes morales et des manières civilisées de penser et de sentir, l'éruption brutale des impulsions primitives, des infantilismes et des propensions criminelles »⁸ Les masses médias participent à la formation de l'opinion dominante, de l'opinion de la foule qui se répercute sur les comportements des individus : « Il est terriblement facile de transformer les lecteurs de journaux, les auditeurs de la radio, les membres d'un parti, même s'ils ne sont pas physiquement au coude à coude, en une foule psychologique et de les mettre dans un état de transe au cours duquel toute tentative d'argumentation rationnelle ne fait que surexciter les passions animales. »⁹ L'influence, que peut subir les individus, est aussi celle liée à la publicité, dans le domaine de l'économie, quand on cherche à vendre un produit quelconque aux masses populaires. On utilise différentes sortes de suggestions : « une simple affirmation, souvent répétée, a plus de poids qu'un argument rationnel et il en va de même pour l'appel direct au subconscient qui prend la forme de tentatives visant à évoquer et cristalliser des associations plaisantes, de nature

⁶ Joseph A. SCHUMPETER, *Capitalisme, Socialisme et Démocratie*, Edition Payot, Paris, 1974, p. 341

⁷ *Idem*, p. 341

⁸ Joseph A. SCHUMPETER, *Capitalisme, Socialisme et Démocratie*, Op.cit., p. 350

⁹ *Ibidem*, p.p. 350-351

entièrement extra-rationnelle »¹⁰ Et cette technique est bien sûr utilisée en politique pour influencer le choix des citoyens aux élections. La campagne, les affiches publicitaires, les slogans et d'autres formes de manipulation sont utilisées agir sur leurs décisions et sur leurs choix.

La deuxième raison, qui empêche aux citoyens de faire des choix rationnels et objectifs, est du fait de leurs sentiments personnels envers tel ou tel choix, leurs influences culturelles, leurs intérêts égoïstes, la corruption, etc. Ce qui rend les citoyens plus distants des activités politiques qui ne concernent pas leur vie quotidienne directement ; les problèmes communaux, la gestion des affaires courantes de la vie quotidienne des populations, comme celles de l'éducation, de la santé ou du ravitaillement en vivre les concernent plus. Ils se sentent, dans ces conditions, plus enclins à agir et se sentent plus responsables de ce que pourrait se passer dans les affaires à proximité de leurs réalités. Plus les problèmes politiques s'éloignent de leurs réalités quotidiennes, plus la plupart des citoyens-électeurs se sentent moins concernés et moins responsables de la gestion des affaires politiques comme celles nationales et internationales ; ils ont leurs sympathies et leurs antipathies.¹¹ Leur volonté est difficilement exprimable, de manière rationnelle, et son efficacité sur le plan pratique est difficile à mesurer : « En fait, il n'existe, au regard du particulier qui médite sur les affaires nationales, ni champ d'action pour une telle volonté, ni tâche à laquelle elle puisse se vouer. Le citoyen est membre d'une commission incapable de fonctionner, la commission constituée par le peuple entier, et c'est pourquoi il consacre moins d'effort discipliné à maîtriser un problème politique qu'il n'en dépense au cours d'une partie de bridge ou de belote. »¹² Face aux problèmes politique, la plupart des gens redeviennent primitifs, puériles, naïfs, leur intelligence régresse au point de retomber dans l'instinct grégaire de la survie.

5. Caractéristiques d'une telle démocratie alternative qui se veut plus réaliste que la démocratie classique : conditions de succès de la méthode démocratique

Il y a quatre conditions à remplir pour que la démocratie fonctionne :

La première condition : il faut avoir un personnel politique de qualité, au sein des partis et qu'ils soient ceux qui seront présentés aux élections. Pour que cela soit possible – avoir des hommes de qualité en politique – il faut aussi des structures sociales, ayant pour mission de former

¹⁰ *Ibidem*, p. 351

¹¹ Joseph A. SCHUMPETER, *Capitalisme, Socialisme et Démocratie*, Op.cit., p. 356

¹² *Idem*, p. 356

des hommes de qualité, dans leurs domaines particuliers, avant de les mettre à la disposition du domaine politique. Ce sont les hommes, qui ayant fait leurs preuves dans les affaires privées, ayant une réputation de conscience morale, et disposés à jouer un rôle politique, qui doivent être les acteurs de la vie politique. L'origine de l'échec du gouvernement de la période de la république de Weimar (1918-1933) est dû au fait que « les hommes de valeur et de caractère dédaignaient la carrière politique. »¹³

La deuxième condition : le cadre des décisions politiques ne doit pas être exagérément élargi...la réussite dans les prises de décisions politiques « dépend également, à une époque et en un temps donnés, de la qualité des hommes qui composent ce gouvernement, ainsi que du modèle de machine politique et du genre d'opinion publique avec lesquels ces hommes doivent travailler. »¹⁴ Permettre aux citoyens de participer à la vie, tout en laissant les organes de décisions à des personnes plus qualifiées, notamment des élus....Exemple : les États américains financent les universités américaines sans interférer dans leurs prises de décisions, en leur laissant leur autonomie de gestion....

La troisième condition : avoir une bureaucratie consciente de son rôle, consciencieuse, compétente et impartiale, avec un sens vigoureux du devoir et une cohésion entre membres d'un même corps. Avec des cadres compétents, au sein de l'administration, on palliera aux éventuelles lacunes qui peuvent se révéler chez les décideurs politiques.

La quatrième condition : « autocontrôle du gouvernement » ; le parlement ne doit pas être un handicap pour le fonctionnement du gouvernement ; l'opposition politique doit respecter les règles de la concurrence politique (c'est-à-dire accepter d'avoir un groupe dirigeant au sein du Parlement) ; les électeurs, une fois qu'ils ont élu des représentants, doivent laisser les politiques, jouer leur rôle de politiques, en leur laissant la latitude de prendre des décisions, sans avoir à les consulter davantage...Des citoyens et des politiques, éduqués à un certain niveau d'éducation et de rationalité, sont nécessaires à des telles mesures...Accepter la différence des opinions, ne pas tomber dans des radicalismes irréconciliables, ne pas encourager les manœuvres consistant à servir

¹³ *Ibidem*, p. 396

¹⁴ Joseph A. SCHUMPETER, *Capitalisme, Socialisme et Démocratie*, Op.cit., p. 396

les intérêts ou à susciter des grandes crises dans le seul but de se faire élire ; respecter les particularités nationales.

6. Éducation aux principes universels la démocratie et adoption d'une culture démocratique dans nos comportements

La finalité ou le but poursuivi par l'action politique semble réducteur quand on s'en tient à la pratique politique ou aux sciences positives qui s'y intéressent. Pour ces sciences positives, la finalité de la politique se résumerait à l'acquisition du pouvoir, à la gloire ou à la recherche d'une quelconque reconnaissance des tenants de pouvoir par les autres citoyens. Une telle finalité, en politique, ne concernerait qu'un individu ou un groupe d'individus. Pour saisir le but de la politique, à l'échelle de la collectivité, il n'y a que la philosophie politique pour nous éclairer. C'est cette dernière qui nous permet de nous intéresser aux véritables « acteurs » de la pensée politique, en tout cas, ceux qui l'étudient dans sa dimension la plus générale et la plus universelle possible.

En effet, la démocratie, telle que nous l'envisageons comporte des principes et des valeurs universellement applicables à tous les êtres humains. La démocratie assure justement un plus vaste espace aux libertés individuelles et politiques tout en préservant les intérêts fondamentaux des citoyens. Elle assure aux citoyens l'égalité devant la loi, le respect de leurs libertés fondamentales, telles que la liberté de conscience, la liberté d'expression et d'association. La démocratie promeut les droits humains et une culture humaniste en politique, une réelle participation du peuple aux choix politiques et au choix des dirigeants par les élections ; elle garantit aussi la liberté des médias, le pluralisme et l'alternance politiques, comme dans tout Etat de droit, sans devoir recourir à une révolution. Au regard de ces bienfaits de la démocratie, Jean Baechler écrivait que « *l'homme est naturellement démocrate, la démocratie est le régime naturel de l'espèce Homo sapiens sapiens [...] l'homme est donc naturellement conçu pour vivre dans des démocraties, grâce auxquelles l'homme maximise les virtualités de son être.* »

Selon Maxence Hecquard, la démocratie ne peut se définir ni comme libérale - puisque le libéralisme était d'abord, une affaire morale, liée au libertinage, qui se relie à l'économie qui ne fait pas partie de son essence mais qui en est une conséquence - ni comme directe, car, actuellement, elle s'en éloigne totalement, ni comme purement représentative, parce qu'elle va au-delà de la simple représentativité, car les régimes totalitaires aussi avaient ou ont des députés ; elle

peut être plutôt définie comme une démocratie tout court. Elle est moderne, universelle, puisqu'elle est revendiquée dans tous les pays contemporains.¹⁵

Cependant, de manière plus concrète, la démocratie ne peut exister sans « *des élections, les droits de l'homme et le libéralisme, pourvoyeur supposé de richesse.* »¹⁶ Dans toute démocratie, aujourd'hui, le pouvoir politique ne peut être acquis sans se soumettre au vote des citoyens. Ainsi, à défaut d'une possibilité, pour le peuple d'exercer directement le pouvoir, il élit des représentants et leur délègue le pouvoir de gouverner, de gérer les affaires de l'État, dans le strict respect des lois.

Mais, les élections ne suffisent pas pour qualifier un régime de démocratie. On l'a rappelé précédemment. Le respect de certains principes est nécessaire pour qu'un régime soit considéré comme démocratique. Il s'agit, entre autres, de la possibilité pour les citoyens d'être consultés, d'avoir le droit d'élaborer leurs propres lois et notamment la Constitution, à travers un référendum, de choisir leurs dirigeants et d'avoir le pouvoir de les démettre sans violence. Il y a aussi la possibilité, pour chaque citoyen, d'exercer ses droits politiques en votant mais aussi en se portant candidat à toutes les élections.

Dans l'exercice du pouvoir, étant donné qu'au préalable, les citoyens ont défini le cadre dans lequel chaque élu doit agir et chaque pouvoir doit s'exercer, les tenants du pouvoir sont dans l'obligation de respecter la législation relativement à leurs différentes fonctions. Toute action qui s'inscrirait, dans le sens contraire de ce que les lois prévoient, est un abus dont la responsabilité est imputable aux gouvernants. C'est parce qu'on sait que, dans tout exercice du pouvoir, il est possible qu'il y ait des abus, que la Constitution décrète la séparation des pouvoirs ou le partage des pouvoirs, sans lesquels, il sera impossible de créer un équilibre pour la bonne marche de la gouvernance.

L'un des principes fondamentaux de la gouvernance démocratique est la séparation des pouvoirs. Il s'agit de créer une sorte d'équilibre, mais une forme de contre-pouvoir entre les trois pouvoirs, à savoir le législatif, le judiciaire et l'exécutif, lesquels, sans se neutraliser, agissent de concert pour le bon fonctionnement de l'État, dans le sens de l'accomplissement du bien commun

¹⁵ Maxence Hecquard, *Les fondements philosophiques de la démocratie moderne*, Nouvelle édition augmentée, Préface de Pierre Magnard, Edition Pierre-Guillaume de Roux, Paris, 2016, p.p. 29-30

¹⁶ *Ibidem*, p. 29

et dans l'intérêt bien compris du citoyen, mais de manière autonome l'un envers l'autre. De Montesquieu, en passant par Rousseau, à Kant, ils ont tous vu la nécessité de séparer les pouvoirs pour garantir l'équité et la justice au bénéfice des citoyens. Concentrer tous les pouvoirs, entre les mains d'une seule personne ou d'un groupe de personnes, n'est rien d'autre que de la tyrannie. Kant nous rappelle que, même quand c'est le peuple, qui exerce directement tous les pouvoirs de manière directe, il devient un tyran, comme dans la démocratie¹⁷ au sens strict du terme : « Le *Républicanisme* est le principe politique qui admet la séparation du pouvoir exécutif (gouvernement) et du pouvoir législatif ; le despotique exécute de sa propre autorité les lois qu'il a édictées lui-même, c'est donc la volonté générale en tant qu'exercée par le souverain comme sa volonté privée ».¹⁸ Peut-être que c'est cette même tyrannie de la foule que critiquait Platon¹⁹ quand il s'en prenait à la démocratie athénienne. Il est donc aisé de comprendre, que pour éviter le despotisme, la séparation des pouvoirs est un principe indispensable.

L'autre principe fondamental de la démocratie, c'est celui de l'égalité entre les citoyens. Il conditionne tout le reste, en ce qui concerne leur liberté et leurs droits au sein de la société. De tout temps, de l'Antiquité à aujourd'hui, c'est le principe de l'égalité entre les citoyens, au sein d'un État, qui leur assure tous les autres droits, qu'ils soient politiques ou juridiques. Une fois que nous nous reconnaissons, entre citoyens, comme des personnes ayant les mêmes droits et les mêmes devoirs, il n'y a plus de raison pour que certains s'estiment plus en droit de gouverner que les autres. Dans ce type de rapports, la course au pouvoir, qui ferait l'objet des conflits armés avec leurs corollaires de victimes dans d'autres circonstances, est réglée de façon pacifique. Car, chaque citoyen, ayant le droit de se présenter aux élections afin d'occuper tous les postes politiques de son choix, étant en même temps éligible et électeur, obéit aux règles de la concurrence pour la conquête du pouvoir déjà définies par la loi et applicables à tous sans discrimination. Le principe de l'égalité, entre les citoyens, pacifie donc la société en pacifiant l'espace politique qui devient une sorte de compétition conviviale, entre des hommes, devenus frères par le fait d'appartenir à la même citoyenneté.

¹⁷ Démocratie au sens de démocratie directe comme elle se pratiquait dans les cités antiques grecques où le peuple exerçait directement le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif.

¹⁸ Kant Emmanuel, *Projet de paix perpétuelle*, Vrin, bilingue, Bibliothèque des textes philosophiques, Paris, 2013, p. 37

¹⁹ Gorgias.....

Jamais, dans toute l'histoire de l'humanité, il n'a existé de régime politique qui fait de l'égalité entre les hommes l'un de ses principes cardinaux, en dehors de la démocratie. Certains peuvent nous objecter le fait qu'Athènes ait été en même temps une démocratie et une société esclavagiste. Mais, nous pouvons leur dire que le principe d'égalité était une règle qui s'appliquait à tous ceux qui sont reconnus comme citoyens. Encore aujourd'hui, l'extension de ce statut de citoyen qui s'applique seulement aux nationaux, appartenant à un même pays, est la preuve qu'il ne suffit pas d'habiter un pays pour en devenir un citoyen, même s'il existe des mesures et des procédures dans ce sens. En plus de cette égalité entre les citoyens, la démocratie, telle que pratiquée aujourd'hui, reconnaît le principe d'égalité entre tous les hommes, en dehors des droits civiques et politiques, à travers les droits de l'homme et la protection des libertés humaines, quel que soit le pays d'accueil ou le pays d'origine. Seule dans la démocratie, l'État s'engage, de manière formelle, à travers la Constitution et tous les autres textes, à respecter les droits humains fondamentaux, les libertés et l'égalité entre les citoyens.

On peut dire qu'un État est dit démocratique quand il remplit les conditions suivantes : l'engagement et le respect des libertés humaines, des droits humains et citoyens, notamment le principe de l'égalité en droits et en devoirs des citoyens ; l'organisation libre et transparente des élections ; la séparation des pouvoirs et éventuellement la redistribution des richesses par la réduction de l'écart qui existe entre les très riches et les très pauvres. Aucune société humaine ne peut s'opposer rationnellement à ces principes et à ces règles universellement applicables de la démocratie.

Le rejet de la démocratie, par certains groupes sociaux, sont soit du fait qu'ils vivent sous un régime injuste, soit le fruit de leur imagination (projection vers une existence sociale trop souvent nostalgique), soit le fruit de l'expression de leurs sentiments et croyances, comme évoqués plus haut : « l'on ne saurait s'attendre à voir la démocratie fonctionner dans des conditions satisfaisantes, à moins que, dans chaque classe, la majorité des citoyens ne soit résolue à se plier aux règles du jeu démocratique, ce qui, à son tour, suppose que ces citoyens soient substantiellement d'accord sur les bases de leur structure institutionnelle. »²⁰ Voilà le genre de mentalité, selon SCHUMPETER, que toute société démocratique doit inculquer, à ses citoyens, pour que les règles de la démocratie soient une réalité. De manière plus sérieuse, les particularités

²⁰ Joseph A. SCHUMPETER, C Joseph A. SCHUMPETER, *Capitalisme, Socialisme et Démocratie*, Op.cit., p. 409

à prendre en compte, dans la gouvernance politique, n'exigent pas le rejet des principes et des valeurs universels de la démocratie. Elles sont plutôt de l'ordre des problèmes concrets, auxquels il faut faire face, une fois qu'on devient un dirigeant, et qui sont liées à la gestion réelle du pouvoir et aux considérations culturelles qui sont importantes aux yeux de la population. Comme l'ont déjà indiqué, des philosophes comme Montesquieu ou Rousseau, les lois ne doivent pas s'opposer, de manière radicale, aux mœurs et aux coutumes d'une société. C'est à ce niveau que le dirigeant doit faire preuve de tact et de capacité d'adaptation, aux réalités, tout en sauvegardant les valeurs et les principes de l'État de droit.

Conclusion

Bien sûr qu'il est nécessaire, par exemple, qu'il y ait une différence dans la gestion administrative d'un État très vaste par rapport à un État plus petit, entre un pays montagneux et un pays forestier, entre un pays désertique et un pays bien arrosé comme l'Amazonie. Mais, ce ne sont là que des cas pratiques auxquels des lois toutes particulières peuvent trouver des réponses. Quant à ceux qui nous disent que la démocratie doit s'adapter aux réalités africaines, de quelles réalités parlent-ils ? Qu'y a-t-il de commun entre la culture d'un Africain du Sud, d'un Africain de la forêt avec celle d'un Africain du désert ? Ce qui va sauver notre unité, notre vivre-ensemble, ce sont les valeurs de tolérance, le respect des diversités dans toutes leurs dimensions, que nous enseigne la citoyenneté au sein de la démocratie. Sinon, les convictions, les aspirations resteront toujours différentes, opposées, voire conflictuelles, si on n'accepte pas le jeu démocratique qui enseigne l'acceptation de la différence et qui exige de nous le respect de la dignité de chacun et de tous.

C'est pour ces raisons, que nous restons convaincus, malgré tous les reproches, qu'on peut faire à la démocratie, elle reste et demeure le seul régime capable de garantir nos droits fondamentaux en tant qu'êtres humains et en tant que citoyens. C'est par elle et en elle qu'il faut trouver les remèdes aux mauvaises pratiques et aux abus des gouvernants.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ARENDRT Hannah (2005), *Les Origines du Totalitarisme*, Paris, Points.

ARISTOTE (1995), *La Politique*, Paris, Vrin.

BAECHLER Jean (1976), *Qu'est-ce que l'idéologie*, Paris, Gallimard.

HECQUARD Maxence (2016), *Les fondements philosophiques de la démocratie moderne*, Paris, Pierre-Guillaume de Roux.

HOBBS Thomas (1971), *Le Léviathan : traiter de la matière, de la forme du pouvoir de la république ecclésiastique et civil*, Paris, Sirey.

KANT Emmanuel (2013), *Projet de paix perpétuelle*, Paris, Vrin.

MACHIAVEL Nicolas (2007), *Le Prince*, Paris, Folio.

MARX Karl (1966), *Manifeste du parti communiste*, Paris, Éditions sociales

PLATON (2002), *La République*, G F Flammarion.

PLATON (1966), *La République*, Paris, G F Flammarion.

PLATON (2007), *Gorgias*, Paris, G F Flammarion.

ROUSSEAU Jean-Jacques (1996), *Du Contrat social*, Paris, Booking International.

SCHUMPETER Joseph A. (1974), *Capitalisme, Socialisme et Démocratie*, Paris, Payot.

THUCYDIDE (2000), *Histoire de la guerre du Péloponnèse*, Paris, Folio.

TOCQUEVILLE (2010), *De la Démocratie en Amérique*, Paris, Flammarion.

ÉTIENNE Balibar, IMMANUEL Wallerstein (1997), *Race, nation, classe, Les identités ambiguës*, Paris, La Découverte

Étude réalisée par le Centre de recherche et d'action pour la paix (CERAP) et l'Institut de la dignité et des droits humains (CERAP/IDDH), (2020), *Religions, violences et paix au Mali*, Bamako, La Sahélienne